

# À Belgrade, la contestation contre le président change de ton

Serbie Après quinze semaines de manifestation contre l'autoritarisme du chef d'État, pouvoir et manifestants jouent leur va-tout.

Arnault Dérens et Laurent Geslin  
Correspondant dans les Balkans

Pour la quinzième semaine consécutive, les manifestants ont arpenté le centre de Belgrade, s'arrêtant, comme chaque samedi, devant le siège de la télévision publique RTS, symbole de la propagande du régime et de son contrôle hégémonique sur les médias. Pour la première fois, quelques dizaines de protestataires se sont glissés dans le bâtiment, avant d'en être extirpés sans ménagement par la police. Dix-huit manifestants ont été arrêtés. Le lendemain, des milliers de personnes ont formé une chaîne humaine, bloquant les accès au Palais présidentiel, qu'Aleksandar Vucic a fini par quitter en fin d'après-midi sous les huées de la foule. Les manifestants se sont ensuite dirigés vers un poste de police du centre de Belgrade, réclamant la libération de leurs camarades interpellés la veille.

Dans l'après-midi, le chef de l'État avait publié sur Twitter des photos le montrant en train de jouer aux échecs avec le ministre de l'Intérieur, afin d'illustrer le peu de cas qu'il faisait du rassemblement. Dans la soirée, il a pourtant pris un ton plus menaçant, martelant sur la télévision Pink, une chaîne vouée au divertissement devenue l'un des principaux canaux de communication du régime, que "les auteurs de la moindre violence seraient châtiés dans la seconde". Lundi, six des manifestants arrêtés, dont un lycéen de 18 ans, ont été condamnés en comparution immédiate à trente jours de prison. Ses camarades sont aussitôt redescendus dans les rues et dans la soirée, le Président a voulu calmer le jeu, annonçant qu'il allait demander l'annulation des peines prononcées...

En Serbie, les manifestations se sont toujours déroulées pacifi-

quement, même du temps de Slobodan Milosevic, sauf lors de rares occasions de basculement dans l'extrême violence, comme lorsque les chars étaient entrés dans les rues de Belgrade le 9 mars 1991. Chaque symbole est donc sensible. La condamnation du lycéen Pavle Cvejic était très mal passée dans l'opinion, mais le régime ne renonce pas à jouer la partition des "institutions attaquées", après l'intrusion dans les bâtiments de la télévision d'État. Dimanche, le parti pro-Belgrade des Serbes du Kosovo annonçait que ces derniers étaient prêts à "monter" à la capitale pour soutenir le régime. La déclaration est largement rhétorique, mais elle révèle bien la dramatisation des enjeux, le régime accusant l'opposition de "trahir les objectifs nationaux".

## Discréditer la contestation

Pourtant, la dimension citoyenne du mouvement de contestation connaît elle-même une inflexion. Alors que les différents partis, divisés et discrédités, de l'opposition politique étaient fort discrets depuis le début du mouvement, leurs dirigeants semblent reprendre la main, notamment le plus droitier d'entre eux, Bosko Obradovic, dirigeant du petit mouvement nationaliste Dveri, dont l'évident charisme s'est imposé tout le week-end. Mardi matin, le journaliste Teofil Pancic se demandait si les forces démocratiques et les courants les plus à gauche allaient le suivre dans un "aventurisme" à l'issue incertaine.

Aleksandar Vucic, qui feignait depuis trois mois de traiter la contestation par le mépris, a expliqué qu'il ne voulait pas discuter "avec le fasciste Obradovic, ni avec les oligarques Djilas et Jeremic", les dirigeants de deux autres formations d'opposition. Ancien maire de Belgrade, Dragan Djilas est aussi un businessman à la réputation contestée, tandis que Vuk Jeremic a été ministre des Affaires étrangères, puis président de l'Assemblée générale des Nations unies en 2012 et 2013. Alors que de nouvelles manifestations sont prévues chaque soir de la semaine dans des dizaines de villes du pays, le régime essaie ainsi de discréditer la contestation, mais les faux-pas du week-end semblent plutôt renforcer la détermination des contestataires. L'épreuve de force n'est pas finie.

En Serbie, les manifestations se sont toujours déroulées pacifiquement, même du temps de Slobodan Milosevic.